



Madagascar, paysans et paysannes face aux changements climatiques

Maxime Caudron



Rejoignez-nous sur la page
d'Entraide et Fraternité

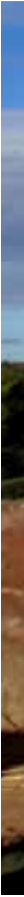


ENTRAIDE &
FRATERNITE

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !





Madagascar, paysans et paysannes face aux changements climatiques

Madagascar est un des pays les plus pauvres de la planète, traversé par des crises et des chocs multiples qui fragilisent toujours plus l'agriculture paysanne sur laquelle repose pourtant la sécurité alimentaire du pays. Ces agriculteurs qui représentent près de 80% de la population ont les capacités de relever le défi de la souveraineté alimentaire tout en luttant contre les changements climatiques. L'agroécologie, alternative agricole de plus en plus reconnue pour sa capacité à nourrir la planète tout en la refroidissant peut aider à relever ce défi. Mais est-elle suffisante ?

1. Madagascar, un pays en crise

Madagascar fait partie des pays les plus pauvres de la planète avec un indice de développement humain s'élevant à 0.498 en 2013, le plaçant ainsi 155ème sur 187¹ pays. La situation de Madagascar s'est en fait aggravée depuis 2009, suite à une crise politique majeure.

En mars 2009, le maire de la ville d'Antananarivo, Andry Rajoelina, a pris le pouvoir en renversant le président Marc Ravalomanana. S'en suivirent 5 années de transition durant lesquelles Andry Rajoelina assumait la présidence provisoire. Ses politiques très autoritaires ont amené la communauté internationale à suspendre la majeure partie de l'aide internationale, plongeant le pays dans une situation de détresse humanitaire. Les conséquences des sanctions de la communauté internationale ont touché tous les secteurs de l'économie du pays avec pour principale victime la population malgache, déjà affaiblie par le chômage, l'insécurité, la pauvreté et la malnutrition. Après de nombreux bonds et rebonds, en décembre 2013, l'élection d'Hery Rajaonarimampianina à la présidence de la république Malgache mit un terme à la crise politique. Pourtant

celle-ci menace encore de surgir. En mai 2015, dénonçant l'immobilisme de Rajaonarimampianina, le parlement malgache a voté une motion de méfiance envers le président à 120 voix pour et 1 voix contre. Ce vote qui aurait pu entraîner la démission du président actuel a finalement été rejeté par la cour constitutionnelle, mais la situation politique reste pour le moins instable.

La fin de la crise politique a néanmoins ramené un peu d'espoir avec le retour progressif de l'aide internationale et la présentation d'une Politique Générale de l'Etat (PGE) annoncée par le nouveau gouvernement en mai 2014. Bien que très vague et général, ce document atteste de la volonté du gouvernement malgache de se concentrer sur la bonne gouvernance, la gestion durable des ressources et la prise en compte des besoins des plus pauvres, notamment des paysans.

Malgré ces avancées positives et la sortie de la crise politique, la situation de Madagascar ne s'est pas encore améliorée. Des 22 millions d'habitants que compte le pays, 92% vivent avec moins de deux dollars par jour². En milieu rural, cette situation d'extrême pauvreté est doublée d'une forte insécurité alimentaire

¹ Rapport sur le développement humain 2014 ; PNUD : <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>

² www.worldbank.org/en/news/feature/2013/06/05/madagascar-measuring-the-impact-of-the-political-crisis



touchant environ 36% des ménages ruraux selon des chiffres de 2014³. Les services publics de base et les infrastructures (dont les routes) sont quasiment absents, ce qui isole les villages ruraux et rend difficile l'amélioration des conditions de vie des paysans.

2. Madagascar, un pays agricole

Avec 80% de sa population liée directement ou indirectement à l'agriculture, Madagascar est un pays agricole. Ce secteur participe à 27% du PIB du pays. Malheureusement, le manque de soutien du gouvernement aux agriculteurs et les crises économiques et politiques ont fragilisé l'agriculture familiale peinant à survivre dans un contexte qui lui est de plus en plus hostile.

Madagascar ne fait pas exception à la tendance actuelle des Etats africains où l'agrobusiness, la culture de rente et d'export sont favorisés au détriment de l'agriculture paysanne. Le gouvernement préfère une solution à court terme censée faire rentrer de l'argent dans le pays grâce à l'exportation de biens agricoles comme le café, le cacao, la vanille et les agrocarburants. Ces cultures ne nourrissent pas la population et leur mode de production est à la fois dévastateur pour l'environnement et pour la santé de ceux qui le pratiquent. L'autre face de cette tendance à favoriser l'export est l'importation massive de riz transgénique d'Asie du Sud qui vient directement concurrencer les agriculteurs malgaches devant faire face à un prix du riz bien trop faible sur les marchés locaux.

Politique agricole : agrobusiness ou agriculture paysanne ?

Il n'existe pas à proprement parler de politique agricole nationale à Madagascar, bien qu'un Plan

National de Développement Rural (PNDR) soit en cours de rédaction depuis plusieurs années, selon un processus inclusif réunissant les organisations paysannes, le secteur privé, la société civile et les ministères concernés par le développement rural. Avec la crise politique en 2009, ce processus a été stoppé net. Et, à notre connaissance, les discussions n'ont pas encore repris.

On peut cependant déceler les grandes lignes du développement rural envisagé par le nouveau gouvernement, dans le Programme Général de l'Etat (PGE). On y trouve des éléments assez paradoxaux quant au soutien à l'agriculture familiale dans une des stratégies de redynamisation du monde rural. D'une part le gouvernement affirme vouloir «développer la recherche agronomique et tenir compte du changement climatique par la modernisation des facteurs de production, le développement des alternatives culturelles et de l'agriculture familiale, la formation et la professionnalisation des producteurs, l'intensification et l'extensification agraire»⁴; et d'autre part, il veut «Assurer la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production tendant vers l'agri business»⁵

Alors que le PGE reste très vague quant aux stratégies à mettre en œuvre pour dynamiser le milieu rural on peut se référer au Plan National de Développement (PND), publié en avril 2015, pour plus de détails. On y trouve notamment l'intention du gouvernement malgache «d'étendre et moderniser l'agriculture intensive et tournée vers le marché international»⁶.

Aucune place n'est donnée aux paysans dans le PND, si ce n'est en tant qu'ouvriers agricoles de grandes exploitations.

La problématique de la terre

Cette tendance du gouvernement à favoriser un développement agricole allant dans le sens de l'agrobusiness et tourné vers le marché international va de pair avec la problématique de l'accès à la terre pour les paysans. Le gouvernement favorise les projets agraires qui souvent, mènent à des accaparements de terres. Ces contrats, signés entre les autorités publiques et l'entreprise porteuse du projet (le plus souvent étrangère) se font en toute opacité et sans concertation avec les populations concernées.

³ Rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar, mission commune de la FAO et du PAM, Octobre 2014, www.fao.org/3/a-l4111f.pdf

⁴ Programme Général de l'Etat pp11

⁵ Ibidem

⁶ Plan National de Développement pp 92

Accaparements de terres

Le collectif de défense des terres Malgaches (Tany) affirme qu'entre 2005 et 2010, au moins 50 contrats de location de terre, représentant environ 3 millions d'hectares, ont été approuvés par l'Etat malgache. Ces grands projets agricoles visent principalement la production d'huile de palme et de jatropha pour en faire des agrocarburants. D'autres projets sont dédiés à la production vivrière, de céréales ou de pomme de terre, mais toujours destinés à l'exportation. Véritable paradoxe dans un pays où l'insécurité alimentaire touche 35% de la population.

D'ailleurs, la Commission de l'Océan Indien, organisme interétatique de développement économique dont fait partie Madagascar, a lancé en 2013 un plan de développement agricole appelé Madagascar Grenier de l'Océan Indien. L'objectif ? : « (...) Dans un pays qui survit grâce à l'aide alimentaire, produire du riz et autres denrées alimentaires pour l'exportation d'un côté, et augmenter la quantité de riz importé de l'autre. Les principaux bénéficiaires de ce système, tels les sociétés transnationales et les grandes entreprises commerciales s'enrichiront davantage, les perdants immédiats et à long terme - dindons de la farce - seront les paysans⁷. »

Un exemple emblématique de cette logique tournée vers le marché international est la concession de 1 300 000 hectares de terres à l'entreprise sud-coréenne DAEWOO Logistics pour une durée de 99 ans, dans le but de produire des agrocarburants à base d'huile de palme et de maïs. Ce projet hautement médiatisé a finalement été suspendu mais le risque est grand de voir d'autres cas de ce type. Le gouvernement malgache, désireux de renouer avec la croissance économique, pourrait bien être tenté par ce genre d'accord avec de grands investisseurs, que ce soit dans le secteur agricole ou minier. Dans les deux cas, le résultat est souvent le même, les paysans perdent leurs terres.

En effet, étant habitués au droit coutumier pour la détention de leur terre, les paysans ne possèdent pas de titres de propriétés légaux. Ils sont donc très vulnérables aux accaparements de terres puisque, officiellement, c'est l'Etat qui en est le propriétaire. Dans d'autres cas, les paysans occupent des terres appartenant encore à des français, descendants des colons qui ont fui Madagascar à l'époque de l'indépendance du pays. Là aussi, les paysans ne sont pas à l'abri d'un retour impromptu des descendants des propriétaires de leurs terres. Malgré une réforme foncière lancée en 2005, censée décentraliser l'administration foncière et faciliter l'acquisition de titres officiels, les procédures sont longues et coûteuses. Les paysans ne sont dès lors pas enthousiastes pour entreprendre les démarches qui régulariseraient leur situation.

La Coalition Paysanne Malgache (CPM), un des

partenaires d'Entraide et Fraternité, identifie la problématique de la terre comme étant la préoccupation principale de l'agriculture familiale à l'heure actuelle. Non seulement les cas d'accaparements de terre et la précarité des titres de propriétés détenus par les paysans posent problème – et la CPM lutte pour protéger ses membres contre cela –, mais, la forte croissance démographique de la population rurale, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques aggravent la situation.

3. Changements climatiques et autres facteurs aggravants

Changements climatiques

L'île subit de plein fouet les effets du réchauffement climatique planétaire. Il ne s'agit pas d'effets cataclysmiques et spectaculaires mais plutôt de légers changements qui dérèglent le fonctionnement des écosystèmes et de l'agriculture.

Une légère augmentation de la température favorise le développement de ravageurs tels que les sauterelles qui envahissent le pays en permanence parce qu'elles survivent à l'hiver, plus chaud. Les invasions annuelles de sauterelles détruisent les cultures et augmentent les risques d'insécurité alimentaire. « Avant les criquets c'était périodique, tous les 30 ans par exemple. Leurs invasions annuelles c'est lié au changement climatique, les températures augmentent et ça aide à leur développement. » Joro, formateur agricole au BIMTT⁸.

⁷Collectif TANY, septembre 2013

⁸Birao Ifandraisan ny Mpampiofana ny Tontolon'ny Tantsaha : Réseau des formateurs du monde agricole.

Pour la même raison, de nouvelles « mauvaises herbes », telles que le striga, ont fait leur apparition et entrent en concurrence avec les cultures. Les paysans ne savent pas comment faire face à ces nouveaux envahisseurs.

On note aussi une augmentation du nombre de cyclones *intenses*⁹ qui frappent l'île annuellement, détruisant les récoltes, les infrastructures et les habitations.

Mais l'effet le plus dramatique du changement climatique qui est aussi le moins visible est le décalage des saisons. La saison sèche dure plus longtemps, surtout dans les hautes terres, limitant les possibilités de cultures de *contre saison*¹⁰, réduisant la quantité d'eau disponible et retardant le démarrage de la culture du riz. Pendant la saison humide, qui arrive plus tardivement, les pluies sont plus violentes et provoquent des inondations qui dévastent les rizières et accentuent l'érosion des sols.

C'est principalement la culture du riz, base de l'alimentation malgache, qui pâtit de cette situation. En retardant la période des semis du riz (qui a lieu au début de la saison des pluies), les paysans en retardent aussi la récolte. Ceci a pour conséquence d'accroître l'insécurité alimentaire en période de soudure¹¹. Face à ces changements, les pratiques traditionnelles des paysans malgaches ne sont plus efficaces, ils sont contraints de s'adapter.

La croissance démographique

À Madagascar, la croissance démographique est de 3%. En moyenne, une femme malgache donne naissance à 5 enfants (en comparaison, le taux de natalité est de 1,79 en Belgique). La croissance démographique en milieu rural a pour conséquence directe la diminution des surfaces exploitées par personne. « *La surface totale de Madagascar est de 58.704.100 ha. La surface des terres arables est estimée à 8 millions d'ha par le Ministère de l'Agriculture (2008) contre 15 à 20 millions d'ha selon la FAO (2007). La surface moyenne cultivée par personne, ou superficie agricole par producteur,*

était de 1,2 ha en 1985, puis 0,87ha en 2005 et ne représente plus que 0,15ha en 2009 (Sources: FAO, INSEE, Statistiques mondiales Madagascar)¹² ». Les paysans doivent survivre avec moins d'espaces et moins de ressources alors qu'ils sont toujours plus nombreux.



La dégradation de l'environnement

La pression démographique pousse les paysans, privés de toute autre alternative, à déboiser des terrains et à épuiser les sols pour tenter de produire plus, ce qui entraîne une dégradation de l'environnement (érosion, perte de fertilité, maladie des plantes,...). Cette dégradation a pour conséquence de renforcer les effets négatifs de l'augmentation de la population et de la diminution des surfaces agricoles. Les causes sont nombreuses et leurs effets combinés sont désastreux. On peut notamment identifier les causes suivantes :

→ Comme déjà précisé plus haut, la grande île n'est pas épargnée par les convoitises des grandes entreprises multinationales attirées par les ressources minières et les terres arables du pays. Ainsi, la loi de 2005 sur les grands investissements miniers a placé Madagascar parmi les pays les plus attractifs

⁹ « Ces 25 dernières années, le nombre moyen annuel de cyclones qui touchent Madagascar n'a pas changé, mais le nombre de cyclones intenses (vents supérieurs à 150 km/h) a augmenté. A partir de 1994, - ces cyclones ont touché une plus grande partie du territoire. » (Zoaharimalala Rabefitia et al, 2008).

¹⁰ Après la récolte du riz du mois d'avril au mois de juin, les paysans sont de plus en plus nombreux à faire du maraîchage dans les rizières pour améliorer leur sécurité alimentaire. C'est ce qu'on appelle la culture de contre-saison. Le changement climatique, qui se manifeste par l'allongement de la saison sèche jusqu'en janvier limite le développement de cette pratique.

¹¹ La période de soudure est la période de l'année durant laquelle les réserves d'aliments (principalement de riz) des paysans sont au plus bas tandis que la nouvelle récolte n'est pas encore engrangée. C'est également durant cette période que les prix des aliments augmentent. Les ménages ruraux n'ayant pas suffisamment de revenus risquent alors la famine. La culture de contre saison permet de pallier cela mais cette pratique, peu ancrée dans la tradition malgache, n'est pas répandue.

¹² RAHARINIRINA, Vahinala, 2013, Madagascar : conflits « glocaux » autour des projets extractifs et agraires, in Etats des résistances dans le Sud : Les mouvements paysans, Alternatives Sud, Belgique, Vol 20, 4, pp 4.

pour les investissements miniers et leur cortège d'impacts négatifs, voire désastreux pour l'environnement et les populations locales : «*empreinte écologique très élevée en raison du niveau de carbone élevé rejeté dans l'atmosphère et de l'utilisation excessive d'eau, (...) pollutions des cours d'eau et des nappes phréatiques, dégradation des écosystèmes terrestres et marins, destruction de la biodiversité, etc. A cela s'ajoutent des conflits, plus ou moins graves, révélant au grand jour des injustices sociales et environnementales, mais aussi des violations des droits humains*¹³.» Souvent, les déplacements de paysans victimes de ces grands projets d'investissements entraînent le déboisement de nouvelles terres qui sont dès lors vulnérables à l'érosion.

→ La déforestation, notamment par la pratique traditionnelle du *tavy*¹⁴ (culture sur brûlis) et par le besoin en bois de chauffe et de construction des populations rurales entraîne une forte érosion qui réduit la qualité du sol, mais aussi les surfaces disponibles. En effet, l'érosion à Madagascar entraîne des lavaka, c'est-à-dire des effondrements de terrain qui créent des ravines escarpées où il est impossible de cultiver.

→ De manière générale, les changements climatiques et leurs effets accentuent encore la dégradation de l'environnement (inondations qui entraînent des ensablements de rizières et de l'érosion, cyclones plus fréquents et plus forts qui ravagent les cultures et détruisent les forêts,...)

4. L'agroécologie à Madagascar : une réponse aux changements climatiques ?

Entre la problématique de l'accès à la terre, la voracité des investisseurs privés (locaux et étrangers) pour les terres et les ressources malgaches, la connivence ou le laisser-faire du gouvernement malgache ainsi que son absence de soutien à l'agriculture paysanne, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, les paysans sont mal lotis. Ils sont isolés, pauvres, mal nourris alors même qu'ils cultivent la terre, ne disposant ni des services publics de base (écoles, hôpitaux, ...) ni des infrastructures nécessaires au développement de leur activité (route, électricité, eau saine,...). Pourtant, des solutions existent qui offrent des pistes concrètes et crédibles pour améliorer la situation de l'agriculture paysanne malgache. L'agroécologie en est une, mise en pratique depuis plusieurs années par un nombre croissant de paysans.

L'agroécologie ?

Avant tout, l'agroécologie¹⁵ est une des stratégies agricole imbriquée dans le mouvement de la souveraineté alimentaire. Elle est une approche de l'activité agricole selon laquelle l'activité humaine, la production d'aliments au sens large, doit s'intégrer aux écosystèmes, à la nature et en respecter les règles. Ainsi, en tant que pratique agricole, l'agroécologie va imiter les processus naturels et les appliquer à l'agriculture. «*On se sert de tout ce que la nature nous montre dans ses écosystèmes et on transpose ces modes de fonctionnements dans l'agriculture*¹⁶ ».

À la base de l'approche agroécologique, on considère que la manière dont sont organisés les écosystèmes à l'état naturel est optimale. En imitant et reproduisant ces interactions dans son activité agricole, l'humain maintient l'écosystème dans le temps tout en tirant avantage et profit de cette organisation.

L'agroécologie apparaît également comme une discipline scientifique qui essaie d'améliorer la compréhension scientifique de certaines interactions au sein des écosystèmes, entre toutes les espèces qui le composent (en ce compris l'humain). L'agroécologie en tant que science contribue surtout à apporter une explication scientifique à des pratiques agricoles traditionnelles appliquées depuis des siècles, voire des millénaires par certaines populations. Là aussi, la question de l'approche est primordiale. Se basant sur des savoirs traditionnels, la « science » agroécologique favorise une approche participative dans laquelle le paysan joue un rôle majeur.

¹³ RAHARINIRINA, Vahinala, 2013, Op Cit, pp 61.

¹⁴ Le *tavy* est une pratique d'agriculture itinérante très importante dans la culture malgache, elle consiste à abattre plusieurs ares de forêts puis de les brûler pour y cultiver le riz. Après un ou deux ans de cultures, la surface est laissée en repos pendant plusieurs années avant de répéter le procédé. Au bout de quelques cycles du même type, la terre est épuisée, la végétation n'est plus assez dense pour retenir la terre, ce qui provoque des glissements de terrain ou lavaka. Le *tavy* est très ancré dans la tradition malgache «*car il représente la culture pratiquée par les ancêtres, intermédiaires entre l'Homme et Dieu.*» (Muttentzer, 2010).

¹⁵ Pour plus d'informations sur l'agroécologie et son imbrication dans le mouvement de la souveraineté alimentaire, voir l'analyse «*Souverainetés*» d'Entraide et Fraternité, disponible sur : www.entraide.be/Souverainetes

¹⁶ Lucien Seguy, agronome au CIRAD spécialisé dans l'agroécologie, notamment à Madagascar.

Une Agriculture malgache traditionnelle et agroécologique

À Madagascar, les paysans pratiquent encore largement une agriculture traditionnelle, non mécanisée, sans intrants chimiques et selon des techniques ancestrales transmises et améliorées de génération en génération. Ces techniques et pratiques traditionnelles s'apparentent à de l'agroécologie au sens où elles reproduisent ou imitent des mécanismes présents dans la nature. C'est ainsi que l'on retrouve, à Madagascar, de nombreux exemples d'agroforesterie¹⁷ et d'association de cultures. Les paysans sélectionnent et améliorent la qualité et les rendements de leurs cultures «*par observation des phénomènes naturels dans leur entourage. (...) citons en exemples : des entailles par coup de machette au niveau du tronc permettant à la plante de produire de meilleurs fruits chez des espèces de manguiers, de jacquier et de citronnier ; le jeune plant de bananier est placé pendant une ou deux nuits dans un endroit ombragé avant de le transplanter, sans cela, les bananes mûrissent difficilement par les procédés artificiels*¹⁸,... ».

Selon le même procédé d'observation et d'imitation de la nature, les paysans utilisent la « lutte biologique intégrée¹⁹ » afin de protéger leur culture contre les ravageurs et les maladies.

«*Pour un paysan, chaque activité de chaque campagne de production est une expérience capitalisée, de telle sorte que les résultats ont été, sont et seront encore, transmis de génération en génération. Ainsi, à travers ses observations quotidiennes, le paysan mène une perpétuelle recherche et trouve sans cesse des moyens de maintenir la stabilité et la durabilité de son propre mode d'exploitation. Madagascar détient des connaissances agricoles traditionnelles riches et performantes*²⁰ ».

Et ces connaissances agricoles traditionnelles riches et performantes constituent le terreau de l'agroécologie dont l'objectif « scientifique » est de comprendre ces pratiques dans le but de les améliorer.

Pourquoi vouloir répandre l'agroécologie si elle est déjà appliquée traditionnellement ?

Madagascar est une île, et malgré sa taille, comme toutes les îles et a fortiori comme toute zone écologique sur la planète, son écosystème est fragile et sujet à une dégradation rapide en cas de choc ou de pression. La combinaison de la pression démographique, des changements climatiques, de la réduction des terres cultivables à cause des accaparements et la dégradation de l'environnement engendrée par ces trois facteurs ont grandement réduit l'efficacité des pratiques traditionnelles des paysans malgaches.

D'où la nécessité de les améliorer ainsi que de proposer de nouvelles pratiques durables, rentables et garantissant l'autonomie des paysans. C'est à cette tâche que ce sont attelés des chercheurs et des organisations religieuses ou de la société civile malgache depuis plusieurs décennies.

C'est le cas par exemple du système de culture sur couverture végétale (SCV) (voir encadré à ce sujet) qui est développé et promu depuis 1990 par le Groupe Semi Direct de Madagascar (GSDM) regroupant plusieurs associations travaillant avec les paysans malgaches. Il en va de même pour le système de riziculture intensive (voir encadré sur le SRI) qui fut proposé par le missionnaire jésuite Henri De Laulanié en 1983. Ces « innovations » font partie du spectre de l'agroécologie.

Ce n'est que plus tard, il y a environ une dizaine d'années, que l'agroécologie est apparue comme une piste crédible, voire nécessaire, pour le développement rural de Madagascar²¹.

Ce développement de l'agroécologie va de pair avec son acceptation croissante au niveau international comme alternative au modèle dominant de l'agrobusiness. Il va de pair aussi avec une meilleure compréhension des enjeux de l'agriculture dans le cadre d'un climat qui change.

D'ailleurs, le 26 mars 2015, lors de la première journée de l'agroécologie, organisée à Antsirabe, le ministre de l'agriculture, Roland Ravatoman-

¹⁷ L'agroforesterie est une technique agroécologique associant la sylviculture (plantation d'arbres) à l'agriculture ou à des pâturages. Cette technique tente de reproduire les mécanismes naturels d'interaction entre les plantes et les animaux présents dans les forêts.

¹⁸ RANDRIANJAFY Zarasoa Jean Noël, « *Agroécologie : pour une agriculture durable dans le monde rural malagasy* », 2005, disponible sur : www.epp-padr.mg.

¹⁹ « *Lutte biologique : utilisation par l'homme d'ennemis naturels tels que des prédateurs, des parasitoïdes ou des agents pathogènes pour contrôler les populations d'espèces nuisibles et les maintenir en dessous d'un seuil de nuisibilité (...)* » (Dajoz, 1998). Il s'agirait par exemple de favoriser le développement de certains insectes prédateurs des nuisibles comme les sauterelles ou les pucerons, etc.

²⁰ RANDRIANJAFY Zarasoa Jean Noël, *Opcit.*

²¹ L'Agence Française de Développement (AFD) avec l'aide du CIRAD (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement), promeut l'agroécologie à Madagascar depuis 2006. L'action de l'AFD à Madagascar a permis l'exploitation de plus de 6000 ha de terres en agroécologie. D'autres acteurs, nationaux et internationaux sont également très actifs dans le développement de l'agroécologie et l'accompagnement des paysans à Madagascar. C'est le cas par exemple du GSDM qui fait la promotion du SCV et dont les membres sont qualifiés de « *professionnels de l'agroécologie* ». C'est le cas aussi de l'ONG Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF) qui appuie des paysans dans le développement de l'agroécologie à Madagascar depuis 2002. Entraide et Fraternité, quant à elle, est présente auprès des paysans malgaches depuis 1988 et appuie le développement de l'agroécologie depuis 2008.

ga, a confirmé l'importance de l'agriculture comme levier de développement durable aux yeux du gouvernement. Concernant l'agroécologie, il a affirmé que « suite à l'approbation de la Présidence de la République et du Gouvernement, ces techniques seront intégrées dans les politiques publiques afin de réduire les risques causés par les changements climatiques, et augmenter les potentialités agricoles de notre pays. Ce changement radical de vision portée sur le secteur agricole est très important pour le Ministère de l'Agriculture. Un changement qui nécessite des efforts particuliers de tout un chacun²² ».

Il s'agit là d'une bonne nouvelle pour les paysans mais seuls les actions futures du gouvernement malgache et particulièrement du ministère de l'agriculture, confirmeront les dires du ministre Roland Ravaotomanga.

5. L'agroécologie est-elle une solution adéquate ?

De plus en plus, l'agroécologie apparaît comme une très bonne option face aux changements climatiques mais aussi comme stratégie pour atteindre la souveraineté alimentaire. En voici quelques avantages.

L'Agroécologie peut améliorer la sécurité alimentaire

L'agroécologie permet une augmentation de la production alimentaire tout en diminuant les ressources nécessaires. C'est le cas par exemple, du système de riziculture intensive- SRI- inventé à Madagascar, qui permet de multiplier par six les rendements de riz tout en divisant par deux le besoin en eau et par dix le nombre de semences nécessaires²³ (voir encadré). En réduisant les coûts de production et en augmentant les rendements, les techniques agroécologiques améliorent à la fois la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et leur permet d'augmenter leur revenus. D'autant plus que certaines pratiques agroécologiques comme le SCV font gagner du temps au paysan qui peut dès lors se consacrer à d'autres activités génératrices de revenus ou de bien-être.



Des rendements extraordinaires : Le Système de Riziculture Intensive - SRI

Il s'agit d'une pratique agroécologique permettant de multiplier par six les rendements du riz sans pour autant y apporter d'engrais chimiques. Cette technique, aujourd'hui répandue dans de nombreux pays, a été mise au point à Madagascar dans la région d'Antsirabe (hautes terres) en 1983 par Henri De Laulanié, missionnaire jésuite et ingénieur agronome.

Comme beaucoup d'innovations de type agroécologique, le SRI n'implique que peu de changements pour le producteur, il s'agit plutôt d'une optimisation de la production suite à une meilleure compréhension des processus à l'œuvre dans la culture du riz. En effet, la principale « découverte » de De Laulanié est le fait que le riz n'est pas une plante aquatique mais plutôt une plante nécessitant une bonne irrigation. Ainsi, le SRI préconise une meilleure gestion de l'irrigation des rizières. Deux autres éléments forment la base du SRI. Le repiquage se fait au bout de 17 jours au lieu des 30 jours habituels. Ensuite, ce repiquage se fait un brin à la fois, l'ensoleillement est alors optimal et le brin peut pousser sans concurrents. Pour faciliter le travail dans la rizière, le SRI se pratique sur des parcelles rectangulaires, les brins de riz sont plantés en lignes à espacements réguliers. Ainsi, une simple sarcluse, à la dimension de la rizière, est nécessaire pour entretenir la parcelle.

Ces légères modifications dans la pratique de la riziculture apportent des résultats très concluants. Avec la méthode « traditionnelle », un brin de riz produira 6 tiges tandis qu'en SRI, il produira jusqu'à 72 tiges. Non seulement les rendements sont énormes mais ils demandent moins de graines qu'en riziculture traditionnelle. Cette technique, combinée à d'autres pratiques agroécologiques, notamment de compostage et d'entretien de la terre, présente un vrai potentiel de lutte contre la faim mais aussi d'amélioration du revenu des ménages paysans qui peuvent vendre une plus grande partie de leur récolte.

²² Extrait du discours du ministre de l'agriculture malgache lors de la cérémonie de conclusion de la journée de l'agroécologie le 26 mars 2015. Disponible sur <http://gsdm-mg.org/lagroecologie-dans-les-politiques-publiques-un-virement-important-dans-la-lettre-de-politique-agricole-a-madagascar/>

²³ www.jesuites.com/compagnons/detaulanie.htm

L'Agroécologie contribue à protéger et rétablir l'environnement

Un autre défi majeur auxquels les paysans malgaches doivent faire face est la dégradation de leur environnement et principalement, l'érosion et la perte de fertilité des sols. L'agroécologie, par des pratiques de protection et de renforcement du sol, tel que le SCV, peut répondre à la dégradation de l'environnement. L'association de culture en agroforesterie, par exemple, permet à la fois de renforcer le maintien du sol pour réduire les risques de glissement de terrain tout en apportant du bois et des fruits aux paysans.



Une réponse à l'érosion : Le Système de culture sur Couverture Végétale – SCV

Cette pratique agroécologique qui correspond plutôt à l'application de plusieurs principes agroécologiques (non labour, couverture permanente du sol, rotation et association de cultures) est mise en œuvre à Madagascar avec l'appui d'un groupement d'associations malgaches : le Groupe Semi Direct de Madagascar – Professionnels de l'agroécologie.

Avec le SCV, le semi se fait directement dans la couverture végétale (morte ou vivante) qui recouvre le sol. Cette couverture est composée des résidus des cultures précédentes laissés dans le champ (les tiges de maïs par exemple) et d'engrais verts (ou plante de couverture), plantés en association avec la plante cultivée. Grâce à la couverture végétale, le sol est protégé de l'érosion²⁴ tout en étant enrichi par la matière organique et par les nutriments apportés par l'engrais vert. De plus, une telle couverture du sol empêche les mauvaises herbes (comme le *striga*) de coloniser les parcelles. Elles n'ont en effet pas de place pour s'imposer.

Cette technique nécessite une bonne compréhension des interactions entre les plantes, pour qu'elles se complètent et surtout pour qu'elles n'entrent pas en compétition.

L'association de culture et la couverture permanente du sol par des plantes permet aux paysans de diversifier leur alimentation mais aussi de disposer d'une plus grande quantité de fourrage pour le bétail. On peut également ajouter qu'une couverture végétale permanente favorise la présence de petits animaux, oiseaux et insectes prédateurs qui participeront à la lutte contre les ravageurs tels que les sauterelles ou les limaces.

Si le SCV demande une certaine connaissance technique et de l'adaptation constante, il permet aussi au paysan d'économiser un temps considérable puisqu'il se pratique sans labour.

²⁴ Avec le SCV, il y a en permanence des plantes cultivées dans les parcelles. De ce fait, la terre est toujours retenue par un réseau de racines. L'eau de pluie est mieux absorbée par le sol et les plantes qui le couvrent, elle ne peut donc pas ruisseler et entraîner de l'érosion.

Un sol fertile : le « basket compost »

À Madagascar comme dans beaucoup d'autres pays africains, le manioc est une plante « grenier » dont la racine (comestible) peut se conserver longtemps dans la terre sans pourrir. Elle permet aux paysans de disposer de nourriture pendant la période de soudure. C'est pour en améliorer le rendement que de nombreux producteurs mettent en pratique la technique du « basket compost » qui permet d'enrichir des sols très pauvres.

Elle consiste à creuser un trou d'environ 1m³ que l'on remplira d'une succession de couche de matière organique : 10 cm d'herbes et de feuilles vertes, 10 cm de fumier, 10 cm de terre et ainsi de suite jusqu'à remplir le trou. Après trois mois de repos, le sol est prêt pour la plantation. On y plante une tige de manioc, orientée vers le soleil pour qu'elle en tire l'énergie selon la tradition malgache. Au bout de 7 mois (au lieu de deux ans sans basket compost), la racine remplit le trou. Avec cette technique, il est possible de tripler, voire de quadrupler les rendements du manioc. Elle est aussi adaptable à d'autres « racines » et tubercules comme le tarot (variété de pomme de terre) et la patate douce.

On peut noter deux inconvénients à cette technique. Premièrement, la mise en place demande un certain temps aux paysans qui doivent creuser le trou et acheminer la matière organique nécessaire au remplissage. Deuxièmement, le sol ainsi travaillé est très meuble ce qui rend plus aisé le vol du manioc. Malheureusement cette dernière conséquence est un problème structurel du milieu rural malgache, dû à l'extrême pauvreté de ses habitants.



L'agroécologie permet de s'adapter aux changements climatiques

Les changements climatiques ont des causes lointaines et complexes qui ne sont certainement pas le fait des paysans malgaches. Pourtant, ils en subissent les conséquences. Tout ce qu'ils peuvent faire c'est s'adapter et l'agroécologie peut les y aider.

En imitant le fonctionnement des écosystèmes naturels, les systèmes agroécologiques sont plus stables. Ils visent la résilience, c'est-à-dire la résistance et la capacité de récupération face à un choc, comme le changement climatique par exemple. Le système de couverture végétal maintient l'eau dans le sol en période de sécheresse et l'absorbe en période de forte pluie. L'association de cultures et l'enrichissement du sol permettent de produire presque tout au long de l'année des plantes à cycles courts, ce qui réduit la période de soudure. L'association de cultures

et l'absence de produits chimiques dans la production favorise le développement de la biodiversité des plantes, des insectes et des petits animaux qui garantit une meilleure stabilité de l'écosystème.

De plus, en visant l'autonomie du producteur agricole, l'agroécologie exclut l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques qui contribuent aux changements climatiques.

6. Conclusions et recommandations : l'agroécologie, condition nécessaire mais non suffisante pour la souveraineté alimentaire

Que ce soit pour améliorer les rendements, entretenir et renforcer les sols, protéger les plantes des maladies et des ravageurs ou améliorer l'alimentation et les revenus des producteurs, l'agroécologie propose des solutions systémiques qui rencontrent de nombreux be-



soins des paysans tout en répondant aux défis du changement climatique, de la lutte contre la faim et de la dégradation de l'environnement. De plus, parce qu'elle est durable, qu'elle contribue à autonomiser les paysans et qu'elle est censée opérer sur des marchés locaux, l'agroécologie représente bien une stratégie de souveraineté alimentaire.

Mais elle n'est pas une solution miracle. Elle ne peut venir à elle seule, à bout de tous les problèmes de la ruralité malgache. L'agroécologie n'est en fait qu'une partie de la solution pour atteindre la souveraineté alimentaire. D'autres éléments doivent être pris en compte pour la rendre réellement efficace, juste et pérenne.

La lutte politique et le soutien de l'agriculture paysanne dans les politiques agricoles

Olivier De Schutter l'a répété de nombreuses fois durant ses deux mandats en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, « la faim est une question plus politique que technique²⁵ ». Si l'augmentation de la production des paysans est nécessaire pour leur assurer la sécurité alimentaire et un revenu décent, elle n'est pas suffisante pour atteindre le droit à l'alimentation et encore moins la souveraineté alimentaire qui implique une maîtrise, par les paysans, de la manière dont

ils produisent. D'où la nécessité d'accompagner l'agroécologie d'une lutte et de revendications politiques portées par les paysans pour qu'ils aient leur place dans les politiques agricoles nationales. Car sans infrastructures et services de base, les paysans sont très limités dans le développement de leur activité, notamment en ce qui concerne la vente. Ces infrastructures, il faut les exiger auprès du gouvernement. De plus, s'ils ne sont pas pris en compte dans les politiques nationales, s'ils ne font pas entendre leur voix, les paysans seront toujours mis de côté.

Et bien souvent, les paysans n'ont pas connaissance de leurs droits et des responsabilités de l'Etat envers eux. Pour cette raison, la Coalition Paysanne Malgache, en collaboration avec le Centre Saint Benoit et la Caritas Antsirabe, forme les paysans à l'action politique et au plaidoyer, afin de les inciter à présenter leurs revendications auprès des autorités locales.

Nous l'avons vu, la position du gouvernement malgache vis-à-vis de l'agriculture paysanne est ambiguë. D'un côté il table sur l'agrobusiness et l'exportation, les grands investissements agricoles et miniers entraînant des accaparements de terres et la dégradation de l'environnement, pour le développement économique de Madagascar. De l'autre côté, il affirme vouloir lutter

²⁵ www.rtbfb.be/info/societe/detail_olivier-de-schutter-la-faim-est-une-question-beaucoup-plus-politique-que-technique?id=8220445

contre les changements climatiques et l'insécurité alimentaire main dans la main avec les paysans pratiquant une agriculture durable et agroécologique. Pourtant, le plan de développement agricole appelé Madagascar Grenier de l'Océan Indien montre que le gouvernement malgache veut se concentrer sur l'exportation de produits agricoles. Peut-être seront-ils produits de manière durable par les paysans mais ce n'est pas eux qui les mangeront !

Dans les faits, malgré les annonces et les engagements du gouvernement malgache en faveur de l'agriculture durable et paysanne, depuis 2010, le budget alloué à l'agriculture, la pêche, l'élevage et les forêts est de moins de 3% du budget national. Par conséquent, le milieu rural reste démuné, sans infrastructure routière, sans eau, sans électricité, sans système de santé ni d'éducation. Dans ces circonstances, les efforts pour augmenter la production des paysans de manière agroécologique ne peuvent avoir que peu d'effets sur le bien-être des populations rurales.

En l'absence de soutien de l'Etat, les paysans sont abandonnés à leur sort et surtout dépendants de l'aide internationale²⁶ vis-à-vis de laquelle l'attitude qui prévaut est « l'attentisme²⁷ ». Ce n'est ni le rôle des paysans, ni celui de l'aide internationale de fournir les infrastructures et services de bases nécessaires à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. C'est le rôle de l'Etat malgache et des paysans qui entendent faire pression sur celui-ci.

Lutter contre les inégalités de genre

À Madagascar comme presque partout ailleurs, la question de l'égalité homme-femme reste problématique. Que ce soit pour des aspects culturels comme les fady ou tabous – une femme n'est pas sensée boire d'alcool en public par exemple – ou de répartition des tâches au sein du ménage – les femmes s'occupent des enfants, du ménage, de la cuisine, de la lessive, du repiquage du riz, des cultures maraichères,

du désherbage, de la collecte de l'eau et du bois de chauffe, etc. – les inégalités sont bien ancrées dans le monde rural malgache. Pourtant, comme dans la plupart des pays du Sud, ce sont surtout les femmes qui nourrissent la population, ce sont elles qui sont garantes de l'éducation des enfants, en somme, elles détiennent des clés importantes du développement rural. En 2010, le rapport national du développement humain à Madagascar, publié par le PNUD²⁸, affirmait que « les femmes malgaches jouent un rôle capital dans le développement humain mais elles sont souvent victimes des disparités de genre dans le développement du pays²⁹ ». Ce même rapport démontre que les femmes sont moins alphabétisées que les hommes³⁰, elles ont moins d'accès à l'éducation et leurs revenus sont très souvent moins élevés que celui des hommes. En milieu rural, les femmes sont surtout discriminées en ce qui concerne l'accès aux ressources productives (terre, eaux, semences,...), les droits traditionnels de succession et l'accès à la prise de décision.



²⁴L'Union Européenne, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement ainsi que certains pays (dont la France, le Japon et l'Indonésie) ont entrepris des programmes de développement agricole pour un total de plus d'un demi-milliard de dollars. Ces programmes visent surtout la construction et le renforcement des infrastructures tels que des routes, des barrages, des ports de grandes profondeurs. En somme, des infrastructures qui bénéficient plus à l'agrobusiness et à l'export qu'à l'agriculture paysanne. Une partie importante de ses fonds est de types humanitaires pour éviter les famines qui pourraient se déclarer, surtout dans le sud du pays. Finalement, c'est surtout l'aide française pour environ 7 millions d'euros qui accompagne réellement les paysans dans leur transition vers une agriculture durable et plus efficiente.

²⁷ Le Larousse nous apprend que l'attentisme est « une pratique politique, syndicale ou individuelle qui consiste à refuser l'initiative et à se déterminer en fonction des circonstances ».

²⁸ Programme des Nations Unies pour le Développement.

²⁹ http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Madagascar/Madagascar_HDR_2010.pdf pp 24.

³⁰ Les femmes malgaches sont 10% moins alphabétisées que les hommes. Chiffres de l'UNICEF pour 2013: www.unicef.org/french/infobycountry/madagascar_statistics.html

De nombreuses lois existent à Madagascar, qui visent à garantir l'égalité de genre et à réduire les discriminations dont sont victimes les femmes³¹. Encore faut-il qu'elles soient réellement mises en œuvre et intégrées par les dirigeants et la population, malgré le poids de la culture.

Or, il ne peut y avoir de souveraineté alimentaire sans égalité homme femme. La sensibilisation et l'éducation sont donc nécessaires pour équilibrer les rapports de genre, rendre visible le travail des femmes et le valoriser auprès de la communauté et particulièrement auprès des hommes.

L'agroécologie ne peut être une alternative durable et crédible que si elle ne reproduit pas les inégalités entre les femmes et les hommes. La prise en compte des rapports de genre et la mise en œuvre de mécanismes pour les équilibrer est donc primordiale dans toute initiative agroécologique. Cela doit se faire notamment en donnant plus de poids et de place aux femmes dans la prise de décision afin qu'elles ne prennent pas en charge tout le travail supplémentaire que peut impliquer la transition vers des pratiques agroécologiques.

De plus, comme l'ont soulevé les mouvements paysans présents au Forum International de l'Agroécologie à Nyéléni au Mali en février 2015, «*les femmes, avec leurs connaissances, leurs valeurs, leur vision et leur leadership, sont essentielles pour aller de l'avant. (...) L'agroécologie doit susciter une dynamique sociale et territoriale qui (...) valorise le leadership des femmes*³²». Les formations à l'agroécologie mais aussi au leadership, à la gestion de projets et de budgets doivent cibler en priorité les femmes. A ce sujet, les partenaires d'Entraide et Fraternité à Madagascar, la Caritas Antsirabe, le Centre Saint Benoit et la Coalition Paysanne Malgache, sont très actifs puisqu'ils profitent des formations en agroécologie pour amener les paysans à questionner la répartition des tâches dans les ménages et créer des espaces de dialogues pour rendre visible le rôle fondamental des femmes dans la vie communautaire. Tant que faire se peut, des femmes sont élues à des postes clés des organisations pay-



sannes. D'ailleurs, comme le dit Edmond, animateur paysan à la Caritas d'Antsirabe : «*Quand les femmes sont leaders d'organisation paysanne, ça marche mieux car elles se soucient plus du foyer. Elles se sentent plus concernées*».

Être à l'écoute et ouvert au dialogue pour mieux sensibiliser

Que ce soit parce qu'ils se méfient des étrangers, des techniciens agricoles ou parce que le poids de la tradition implique une méfiance vis-à-vis des « nouveautés », les paysans malgaches sont parfois réticents à adopter des pratiques agricoles innovantes, même si celles-ci n'entraînent qu'une légère modification dans la pratique traditionnelle³³. Le premier travail du technicien agricole ou de l'animateur paysans qui veut aider les agriculteurs à améliorer leurs pratiques est de gagner la confiance des paysans et surtout d'être à leur écoute. Cela passe par la démon-

³¹ En 1989, Madagascar a ratifié la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes. À partir de là, le parlement et le gouvernement malgaches ont progressivement tenté d'éliminer les discriminations de genre contenues dans la législation du pays. La nouvelle constitution de 2010 a confirmé ces avancées en « insistant sur la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe ». Notamment, l'article 6 stipule que « La loi favorise l'égal accès et la participation des femmes et des hommes aux emplois publics et aux fonctions dans le domaine de la vie politique, économique et sociale ».

³² Extrait de la déclaration du Forum International de l'Agroécologie, Nyéléni, 27 février 2015.

³³ L'expérience a appris aux paysans malgaches à se méfier des « innovations » apportées par des techniciens agricoles et des centres d'expérimentation agricole qui ne prennent pas en considération les besoins des agriculteurs, ne se concentrant que sur les rendements des pratiques qu'ils proposent. Ainsi, le FIFAMANOR, est centre de recherche et de développement rural en agriculture et en élevage qui a proposé à des paysans de la région d'Antsirabe une variété de tarot à haut rendement pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Les paysans n'aiment pas le goût de cette variété de tarot alors ils s'en servent pour nourrir leurs cochons plutôt que pour se nourrir eux-mêmes.



tration des avantages des pratiques agroécologiques ainsi que par la formation des paysans mais aussi et surtout par le dialogue. Pour favoriser le développement de l'agroécologie, les paysans doivent avoir l'opportunité d'échanger leurs expériences et de partager leurs découvertes et leurs doutes. De cette manière, ils ne se sentent pas isolés dans leur pratique.

Il en va de même pour la compréhension de l'origine des changements climatiques globaux perçu par les paysans comme inexorables. Car les changements climatiques présentent cette difficulté, quand on veut les limiter ou s'y adapter, qu'ils sont peu compris, leurs effets sont subtils et complexes. De plus, leurs causes ne sont certainement pas le fait des paysans malgaches mais bien de l'occident et des pays émergents qui par leur émissions de gaz à effet de serre (GES) ont dérégulé l'ensemble du climat de la planète. Les paysans malgaches n'ont pas les moyens d'arrêter ces changements climatiques. C'est le rôle des chefs d'Etat de tout le globe, qui doivent prendre des décisions courageuses

et ambitieuses pour réduire les GES ; c'est aussi le rôle des populations occidentales dont la surconsommation de ressources est à l'origine des émissions de GES incontrôlées.

Bien sûr, les paysans n'ont pas la capacité à eux seuls d'inverser la tendance du réchauffement climatique mais le fait d'en comprendre l'origine, les mécanismes et les réactions possibles invite à l'action plutôt qu'au fatalisme. Les partenaires d'Entraide et Fraternité à Madagascar, ont tous une partie de leur action centrée sur la formation et la sensibilisation. Cette action porte à la fois sur la sensibilisation aux effets néfastes du tavy, sur la compréhension de l'origine des changements climatiques et surtout, sur les alternatives possibles pour faire face à la dégradation de l'environnement (préservation des sols, aménagements de terrasses de culture pour réduire l'érosion, SRI, SCV, basket compost,...).

Les pratiques agroécologiques permettent d'augmenter les rendements des cultures sans intrants chimiques. Les producteurs font donc l'économie des produits externes et des semences améliorées. Ils peuvent augmenter leurs revenus par la vente des surplus ou simplement améliorer leur alimentation. Mais que ce soit pour se nourrir ou vendre tout au long de l'année, le paysan doit pouvoir transformer sa production (confiture, farine, conserve,...). Vis-à-vis de la vente, la transformation des aliments présente deux avantages. Premièrement, le produit acquiert de la valeur et augmente le revenu du ménage. Deuxièmement, la transformation permet de conserver l'aliment pendant plusieurs mois, il est alors possible de le vendre en dehors de la période de récolte, quand les prix sont un peu plus élevés³⁴ ou de le garder en prévision des périodes de soudures. La formation est donc également nécessaire pour permettre aux ménages ruraux de transformer leurs aliments. C'est pour cette raison que la Caritas Antsirabe et le Centre Saint Benoit disposent tous deux d'un centre de formation pour jeunes ruraux et pour les paysans bénéficiaires des programmes d'Entraide et Fraternité. Dans ces centres, l'accent est mis sur la transformation et la conservation des aliments (jus de pomme, vinaigre d'ananas, confiture de litchis,...).

³⁴ En période de récolte, le prix des produits agricoles a tendance à diminuer puisqu'ils sont disponibles en abondances sur le marché. Inversement, en dehors des périodes de récoltes, les produits sont plus rares et donc plus chers.

S'unir et appuyer les organisations paysannes

Les paysans et à fortiori la population rurale représente un véritable poids politique puisqu'elle constitue 80% de la population malgache. En s'unissant, les paysans ont donc les moyens d'obliger l'État à remplir ses obligations vis-à-vis de sa population.

Là encore, la tradition malgache peut présenter un avantage. Le fihavanana est un principe de solidarité et d'entraide qui lie tous les malgaches entre eux. Ce principe est tellement ancré et important dans la culture malgache qu'il est explicitement cité dans le préambule de la constitution du pays. C'est sur base du fihavanana que les communautés s'organisent pour garder les zébus du village à tour de rôle par exemple. Le fihavanana peut aussi rassembler les Malgaches dans une lutte commune, avec l'aide des mouvements paysans, dont la CPM. Que ce soit au niveau local - pour exiger au gouvernement l'entretien d'une route par exemple - ou au niveau national pour porter des revendications communes aux paysans de tout le pays. Et de ces revendications, la plus importante sans doute, est la protection de l'accès à la terre. En effet, sans protection de leur droit de propriété, comment les paysans pourraient-ils envisager des investissements à long terme les amenant vers une pratique agroécologique rentable ?

Malheureusement, la corruption omniprésente des autorités publiques, le clientélisme des dirigeants et surtout la crise politique qui a frappé le pays de 2009 à 2014 ont poussé la population à se méfier de la politique. Les paysans, notamment, ne croient plus dans le rôle de l'Etat. Certains préfèrent tirer leur plan par eux-mêmes, d'autres attendent tout simplement...

Aux yeux des représentants de la CPM au niveau national, la paysannerie malgache ne pourra développer son potentiel à travers l'agroécologie qu'à condition qu'elle s'unisse et défende ses droits auprès du gouvernement et des institutions financières internationales. Dans cette optique, il est urgent d'œuvrer à la construction d'un mouvement paysan fort et structuré, selon les principes du fihavanana, qui va de pair avec

un développement de l'agroécologie. Un mouvement capable de revendiquer une vraie place pour les paysans dans les politiques nationales. Une vraie place en tant que « bénéficiaires » mais aussi en tant qu'acteur du développement rural. Les partenaires d'Entraide et Fraternité à Madagascar, la Caritas Antsirabe, le Centre Saint Benoît et la Coalition Paysanne Malgache œuvrent à cela avec courage et persévérance. Grâce à eux, si la route est encore longue, du moins est-elle pleine d'espoirs !







Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Entraide et Fraternité

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Conception, rédaction et relecture

Maxime Caudron,

Mise en page Média Animation asbl

Photos Shutterstock.com, Entraide et Fraternité

Editeur responsable

A. Simonazzi - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles